



**NPA**  
NOUVEAU PARTI  
ANTICAPITALISTE

**RÉVOLUTIONNAIRES**  
POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES, COMMUNISTE ET INTERNATIONALISTE

**PSA Cormelles-le-Royal**  
**15 décembre 2023**

Pour tout CONTACT :  
[npacaenpsa@gmail.com](mailto:npacaenpsa@gmail.com)

Notre SITE INTERNET :  
[www.nouveaupartianticapitaliste.fr](http://www.nouveaupartianticapitaliste.fr)

## NON À LA LOI DARMANIN ! FACE AU RACISME D'EN HAUT, NOTRE SOLIDARITÉ DE TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES

**L**a loi dite « Asile et immigration », dont le ministre de l'Intérieur Darmanin s'est fait le champion, n'a finalement pas été examinée à l'Assemblée nationale. Une astuce parlementaire l'a retirée de l'ordre du jour. Mais elle n'est pas enterrée pour autant. Car gouvernement, droite et extrême droite rivalisent de mensonges pour associer l'immigration à tous les maux de la terre, dernièrement à la baisse des résultats des élèves de France dans le classement international (contestable par ailleurs...) PISA.

Mais pour nous travailleuses et travailleurs de tous les secteurs vitaux, les immigrés c'est nous-mêmes, ou nos voisins, proches et collègues. Et nous disons « non » au poison raciste secrété d'en haut !

### La scélératesse au sommet !

Au fil des navettes entre l'Assemblée et le Sénat, le projet de loi a été considérablement durci. Il remet en cause l'acquisition de la nationalité par droit du sol pour les enfants nés en France de parents étrangers. Il veut supprimer le droit à l'AME, permettant à des sans-papiers de se faire soigner. Ce que dénoncent de nombreux soignants et médecins : priver quelqu'un de soins est contraire aux droits humains, mais aussi à la santé publique ! L'Assemblée nationale veut aussi limiter le regroupement familial et restreindre l'accès au titre « étranger malade » (déjà très limité : seulement 2 % des titres de séjour accordés en France, soit 3 280 en 2022). Les expulsions seraient encore facilitées.

La plus grande scélératesse de Darmanin est d'associer délinquance et immigration, et d'avoir envoyé à des médias 4 000 « profils d'étrangers délinquants » qui pourraient être expulsés si sa loi passait. Ce gouvernement rivalise avec l'extrême droite pour tenter d'opposer les travailleurs les uns aux autres, de nous détourner de la lutte collective pour nos salaires et nos conditions de travail. Cette politique raciste et réactionnaire encourage ces groupes ultra-violents qu'on a pu voir à l'œuvre la semaine dernière à Romans-sur-Isère.

Dans la démagogie xénophobe, Darmanin et Macron ne sont pas seuls : au Royaume-Uni, le gouvernement a ainsi annoncé que les soignants ne pourraient plus faire venir leurs familles, alors même que ce secteur manque de salariés.

### Mais qui va construire les villes et garder les gosses ?

Ce sont aujourd'hui des travailleuses et travailleurs issus de l'immigration (comme une large partie de la classe ouvrière de ce pays) qui construisent les installations des Jeux olympiques, nettoient les couloirs du métro, changent les draps des vieillards dans les Ehpad, gardent les enfants ou font la plonge dans les restaurants. Travail essentiel à toute la société.

La loi prévoit une régularisation des travailleurs sans papiers des métiers dits « en tension ». Mais les préfets pourront s'y opposer en invoquant une « menace à l'ordre public » ou un « non-respect des valeurs de la République ». Autant dire que les prétextes seront légions pour priver nos collègues de leur titre de séjour, et permettre au patronat de les exploiter plus durement, par le chantage au retrait du titre de séjour et à l'expulsion.

Le racisme d'État est une des facettes de la guerre de classe. Aucun travailleur, aucune travailleuse n'est illégale ! Les seuls « étrangers » sur cette terre, ce sont les patrons et leurs serviteurs au pouvoir, les Darmanin et Macron ! Ne nous laissons pas diviser. Les soutiens de cette loi raciste sont les mêmes qui détruisent les services publics faute de moyens, qui bloquent toute augmentation générale des salaires, et qui soutiennent le massacre des civils à Gaza. **Travailleuses et travailleurs de tous les pays, unissons-nous !**

**À Caen, RDV demain samedi 16 décembre :**  
**-à 16h30 place Bouchard contre la loi « Immigration »,**  
**-dès 15h en face de Monoprix pour soutenir les Palestiniens et dénoncer le massacre en cours à Gaza !**

## Congés pas vraiment anticipés

À une semaine du départ en vacances, certains d'entre nous ne savent pas encore vraiment quel sera leur dernier jour de travail. Jeudi 21 en principe, mais peut-être mercredi voire mardi si la direction nous met au chômage. Un ou deux jours de repos avant les fêtes, personne ne crache dessus. À condition de ne pas en être de sa poche, et qu'ils soient calés assez à l'avance pour pouvoir en faire quelque chose d'intéressant...

## Pas de chocolats, pas de bras

Depuis quelques semaines, la direction cherche du monde pour travailler le vendredi 22, jour initialement fixé pour la fermeture de l'usine pour les congés d'hiver.

Il a été un temps vaguement question d'une prime de 50 euros sur le modèle de qui s'est fait cet été pour le travail fait sur la 3<sup>ème</sup> semaine de congés. Mais la DRH a bien vite démenti : pas de coup de pouce pour les volontaires.

Eh bien, pas de volontaires alors...

## Ambrouille Maximale de Retour

Ça y est, ils sont enfin au point ! Enfin, pas tout à fait. Voire pas du tout. Mais l'essentiel, c'est que l'équipement de l'usine en AMR progresse. Ça traîne depuis déjà quelques années, à force ça va finir par se voir que virer les navettistes pour les remplacer par des robots n'avait aucun intérêt.

Alors tant pis si les AMR ne positionnent pas encore bien certaines balancelles sur les embases roulantes. Tant pis si c'est à nous de bricoler pour que tout ne se casse pas la figure – et qu'on ne se blesse pas au passage, accessoirement...

Il y a un an et demi, une tentative d'implantation aux TRC avait par exemple duré 3 semaines avant d'être stoppée pour cause de pertes de production trop importantes. Record à battre...

## Le gâteau pour les actionnaires, pour nous les miettes

La direction a décidé d'accorder 3,6 % d'augmentation générale (55 € net minimum). On fait quoi avec ça ? La moitié d'un plein ?

Elle explique que l'inflation est de 3,9 % en 1 an, voire de 3,3 %. Dans quel monde elle vit ? Pas celui de nos courses en tout cas ! Stellantis a fait 11 milliards de profits en 6 mois, et nous on doit galérer avec nos budgets. C'est inacceptable.

## Beaucoup de cinéma pour rien

Après 9 heures de discussions, les Négociations Annuelles Obligatoires (NAO) se sont terminées vers minuit. Comme chaque année la direction fait semblant de négocier un montant décidé depuis longtemps.

Pour une vraie augmentation (400 € pour tous !), il faudra une grève sur l'ensemble des sites PSA. Les travailleurs américains de Stellantis eux ont eu 11 % d'augmentation (25 % en 4 ans) grâce à leur grève : c'est la seule négociation que comprend la direction

## Convivialité ? Mission impossible...

La semaine dernière, la direction de PSA-Mulhouse organisait une journée de « convivialité », avec 15 minutes de pause en plus. Mais sacrifier 15 minutes de production, c'était visiblement déjà trop pour elle. Alors elle a fait pousser la vitesse à fond toute la journée, et même osé annoncer un overtime en préparation Volet, avant de finalement l'annuler.

Sans commentaires.

## Responsable et coupable

Un retraité de la Fonderie de PSA Sochaux vient de faire condamner définitivement PSA pour « faute inexcusable » pour exposition à la poussière d'amiante.

Contaminé, ce retraité a développé un cancer depuis 2016. La Justice a obligé PSA à lui verser plus de 70 000 euros de dommages. C'est peu au regard du préjudice – une fin de vie précoce et douloureuse – mais c'est quand même une victoire qui peut encourager d'autres à déposer plainte contre les attitudes criminelles de PSA.

## Vente à la découpe

À Renault Flins, le 24 novembre, 2 heures avant le week-end, la direction a annoncé qu'elle allait vendre à une nouvelle filiale l'activité du bâtiment de reconditionnement des moteurs, boîte de vitesse, injecteurs.

Les salariés sont en colère : il y a un risque de perte de salaire et d'avantages, et aussi d'avenir pour ceux qui refusent. Le 28 novembre, ils se sont réunis pour protester malgré les

intimidations de l'encadrement. Tout le groupe Renault est en train de se faire morceler en une dizaine de filiales pour mieux écraser les travailleurs. Ils n'ont pas dit leur dernier mot.

## LANCEUR D'ALERTE EN FRANCE



## LA CHEFFE DES URGENCES DE LAVAL DÉMISE DE SES FONCTIONS POUR AVOIR DÉNONCÉ LA CRISE DE L'HÔPITAL PUBLIC